



Secrétariat de la CSS du Havre
Xavier BAUDE
pref-sp-havre-cabinet@seine-maritime.gouv.fr

Le Havre, le 10 mars 2023.

**COMMISSION DE SUIVI DE SITE
ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DU HAVRE ET DU HAVRE-ANTIFER
Compte rendu de la réunion du 8 décembre 2022**

La séance de la commission de suivi de site (CSS) de la zone industrialo-portuaire du Havre et du Havre-Antifer s'est tenue à la CCI du Havre, sous la présidence de Mme Julia LE FUR, secrétaire générale de la sous-préfecture du Havre.

Préambule

Mme LE FUR introduit la séance et présente l'ordre du jour. Elle indique que Monsieur le Sous-préfet s'excuse de ne pouvoir être présent à la CSS, car il est retenu sur une visite officielle.

1. Approbation du compte rendu de la séance du 6 octobre 2022 :

Mme LE FUR demande si le compte-rendu de la CSS du 22 octobre 2022 peut être approuvé. M. DELPECHES indique qu'il était absent à cette CSS, alors qu'il est noté présent en annexe n° 1 du compte rendu.

2. Retour d'information sur le déclenchement du POI du 21 septembre 2022 chez TotalEnergies :

M. LEPLAT présente le retour d'information sur le déclenchement du POI, du 21 septembre 2022. Dans sa présentation, il décrit le site, l'unité concernée et le compresseur d'hydrogène qui a posé problème lors de l'incident. Il précise que l'incident a duré 47 minutes, mais il n'a pas généré de blessés, de fumée et de pollution aqueuse.

M. LEPLAT revient sur l'analyse des causes de l'évènement qui est détaillé dans la présentation power point. Il précise que des actions correctives ont été mises en œuvre pour vérifier l'ensemble des postes électriques. Les procédures de contrôle des travaux ont été revues pour éviter ce type d'incident.

M. LE TOUZE demande pourquoi le SDIS a été dépêché sur ce type d'incident. Il demande également pourquoi le POI a été déclenché au bout de 10 minutes seulement. Il préconise à l'exploitant de mettre en place des détecteurs incendies.

M. LEPLAT indique qu'il appartient au chef de quart et au chef de site d'analyser le besoin de déclencher le POI. Lorsque les services de l'État sont informés du déclenchement du POI, le SDIS vient constater la capacité de l'exploitant à gérer l'évènement. Il précise qu'il serait ingérable de vouloir installer des détecteurs incendies de partout. Toutefois TotalEnergies travaille sur des axes d'amélioration, lors des analyses de risques, pour mieux détecter le risque d'incendie.

M. VALIN et M. LEPLAT s'étonnent que la turbine n'ait pas fonctionné suite à une baisse de pression. M. LEPAT indique que des modifications techniques ont été faites pour éviter ces dysfonctionnements. Un retour d'information de l'incident sera réalisé dans les instances représentatives du personnel et en commission d'enquête. Le point chaud était au niveau du compresseur, ce qui a déclenché une inflammation sur un mélange d'huile et d'hydrogène.

M. DELPECHES souligne un suivi insuffisant des prestataires, notamment sur la maintenance des postes électriques et sur les travaux. Il observe que le déclenchement du POI est trop long. Il faudrait revoir les points sensibles et prévoir un arrosage automatique pour prévenir de tout sinistre. M. LEPLAT répond que les sous-traitants sont suivis. Leur compétence et maintien du savoir faire sont évalués à différents niveaux, notamment lors du processus d'habilitation des postes électriques. Il précise que le site est équipé de systèmes d'extinction et de moyens fixes pour parer certains scénarios comme le risque d'incendie.

M. CHAPELLE insiste sur le délai trop long entre l'incident et le déclenchement du POI. M. LEPLAT rappelle qu'il appartient au chef de quart et au chef de site d'analyser le besoin de déclencher le POI.

3. Retour d'information sur une collision ferroviaire :

M. PERDRIEL rappelle les circonstances d'une collision entre un convoi ferroviaire et un camion, survenue le 30 septembre 2022, sur un passage à niveau au 125 route des entreprises à Gonfreville-l'Orcher.

M. CHAPELLE demande pourquoi aucune action corrective n'est engagée sur ce passage à niveau. M. PERDRIEL précise qu'un diagnostic sera réalisé en 2024 avant de définir un plan d'action corrective. L'installation de barrières à chaque passage à niveau n'est pas obligatoire. Par ailleurs, l'expérience montre que les barrières sont souvent insuffisantes et sont très régulièrement endommagées.

M. VALIN rejoint HAROPA DT Le Havre dans son analyse et observe une incivilité croissante des chauffeurs. Les vitesses excessives des chauffeurs constituent un danger sur la zone industrielle du port du Havre.

M. DELPECHES souhaite que des barrières soient installées à tous les passages à niveau, afin d'éviter toute catastrophe. Il observe qu'il a fallu près de 10 ans pour sécuriser un passage à niveau à proximité du site Total.

M. BRUNEAU précise avoir demandé un retour d'information sur l'interaction possible entre un POI et le risque d'accident d'un convoi ferroviaire. Il observe que des améliorations sont encore à mettre en place pour éviter ce type d'accident. Il demande si les services de l'État peuvent imposer des actions.

En réponse à la question posée par Mme LEROY, M. PERDRIEL précise que 4000 convois ferroviaires circulent sur la zone industrielle du port du Havre chaque année et qu'il existe environ 100 passages à niveaux sur le port.

M. BARON souligne que les problématiques liées au transport routier de matières dangereuses sont récurrentes. M. HAAS préconise de réaliser des actions pédagogiques pour limiter ce type d'accidents. M. AUBER souligne que la probabilité de risque accident est suffisamment élevée pour mettre des moyens plus conséquents. M. PERDRIEL explique que le risque zéro n'existe pas. Toutefois, il est possible de réduire le risque en limitant les vitesses ou en proposant d'accompagner ce type de convois pour sécuriser les trajets.

4. Point réglementaire – nouveautés réglementaires :

Mme VISTE présente l'actualité réglementaire, et notamment le guide professionnel relatif à la prévention des risques majeurs.

M. DELPECHES demande s'il y a une évaluation de l'impact du délestage de la fourniture d'électricité sur la zone industrielle du port du Havre. M. MABIRE confirme que les échanges sont nombreux et quotidiens sur cette problématique avec les services et les sites considérés comme prioritaires.

M. VALIN demande si l'État envisage de nouveaux contrôles ou de prendre de nouvelles mesures suite à l'incendie de Lubrizol sur à Rouen en 2019. M. MABIRE indique que près de 300 000 analyses ont été réalisées, plusieurs rapports ont été publiés par Santé publique France.

5. Retour d'information sur le PPI du Havre :

M. MABIRE présente un point d'avancement sur le PPI du Havre, la campagne de communication FR-alerte et la journée du 13 octobre 2022 « Tous résilients ».

Concernant le PPI du Havre, M. THOURET demande s'il est prévu un plan d'évacuation de la zone, compte tenu de la sensibilité de la zone aux transports de matières dangereuses. M. MABIRE précise que le PPI prend en compte les infrastructures de transport de matières dangereuses. Les éléments de réponse seront mis en place dans le PPI.

En réponse à la question posée par M. VALIN, M. MABIRE confirme que le FSRU est pris en compte dans le PPI.

A la suite de la question posée par M. BRUNEAU, M. MABIRE indique que le scénario de l'exercice PPI du Havre reste à construire.

M. BRUNEAU demande à tester l'outil FR-alerte et qu'il faut veiller à la fluidité de la remontée de l'alerte. M. MABIRE précise que le dispositif FR-alerte a été testé deux fois dans le département en 2022. En revanche, ce dispositif n'a pas encore été testé avec des Mairies. Il rappelle que le FR-alerte est un dispositif complémentaire de l'alerte. Le premier réflexe est d'abord d'activer la sirène.

6. Bilan SGS :

M. VILLEVAL présente le bilan des systèmes de gestion de la sécurité pour l'année 2021. La présentation n'appelle pas d'observation des membres de la CSS.

7. Bilan déchets 2021 :

La direction de Suez RV Val Estuaire n'était pas disponible pour la présente CSS. Le bilan déchets 2021 de l'entreprise sera présenté lors d'une prochaine séance.

8. Présentation FSRU :

M. REVELLAT et M. De GUILHEM de LATAILLADE présentent un point d'avancement sur le projet de terminal méthanier.

Mme LEROY s'étonne du calendrier du projet. Les études ont été lancées avant que la loi du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ne soit promulguée. Elle remarque que les États-Unis n'ont pas voulu de ce type de projet. Elle demande comment le méthane est re-gazéifié ?

M. De GUILHEM de LATAILLADE précise que :

- 50 FSRU sont opérés dans le monde ;
- il existe des différences technologies, ainsi que des projets du même type ;
- les États-Unis n'ont pas besoin de FSRU pour importer du gaz, car ils sont devenus exportateurs ;
- le gaz est réchauffé avec du gaz, ce qui générera des émissions de CO2.

Mme LEROY revient sur la méthodologie de prise en compte des risques technologiques. Elle demande pourquoi les scénarios de risques se limitent à la rupture d'un seul flexible de GNL et ne prennent pas en considération le risque de rupture sur plusieurs flexibles. M. BLANC confirme que les scénarios de risques englobe l'ensemble des opérations d'exploitation du FSRU ainsi que le risque de rupture de plusieurs tuyaux. Par ailleurs, le débit maximal est 7500 m³ / heure comme précisé dans les hypothèses des études de danger.

Mme LEROY souhaite savoir à qui adresser des questions, si besoin. M. MICHEL précise que les études de danger sont transmises à HAROPA DT Le Havre pour proposer une modification du règlement local du transport de matières dangereuses. Les résultats des études de dangers seront communiqués au cours du premier semestre 2023.


Mme LEROY s'étonne que la DREAL Normandie soit compétente sur l'ensemble du dossier, notamment sur le volet maritime. Elle demande si l'avis de l'autorité environnementale peut être communiqué. M. MICHEL indique que les affaires maritimes sont l'autorité compétente sur le volet maritime. L'avis de l'autorité environnementale peut effectivement être transmis.

9. Conclusion :

L'ordre du jour étant épuisé, Mme LE FUR clôt la séance à 17h30 et précise le calendrier des séances pour l'année 2023 :

- jeudi 16 mars 2023 – 14h30 ;
- jeudi 1^{er} juin 2023 – 14h30 ;
- jeudi 28 septembre 2023 – 14h30 ;
- jeudi 7 décembre 2023 – 9h.

La Secrétaire Générale
de la sous-préfecture du Havre



Julia LE FUR

Annexe n° 1 : Liste des membres de la CSS et présence des membres à la CSS du 8 décembre 2022

collège	membres	titre / structure	Présence
Administration	Mme Julia LE FUR	Secrétaire générale de la sous-préfecture du Havre	Présente
Administration	M. Xavier BAUDE	Adjoint au chef de cabinet, sous-préfecture du Havre	Présent
Administration	Mme Sandrine DAGBERT	Adjointe à la cheffe du bureau collectivités locales et environnement, sous-préfecture du Havre	Présente
Administration	M. Guillaume LERICOLAIS	Sous-préfet de Lisieux	Excusé
Administration	Mme Tiffany WEYNACHTER	Directrice du SIRACEDPC, préfecture de la Seine-Maritime	Excusée
Administration	M. Laurent MABIRE	Directeur adjoint du SIRACEDPC, préfecture de la Seine-Maritime	Présent
Administration	Mme Ludivine BLOQUEL	SIRACEDPC 76 / Cheffe du bureau de la gestion de crise et de la planification	Excusée
Administration	M. Stéphane MICHEL	DREAL Normandie / chef de l'UD Le Havre	Présent
Administration	Mme Nathalie VISTE	DREAL Normandie / adjointe au chef de l'UD Le Havre	Présente
Administration	M. Guillaume CHRETIEN	DDTM 76 / chargé de mission PPRT	Excusé
Administration	Mme Laetitia KUBIAK	DDTM76/SPERIC/ chargée d'études prévention des risques technologiques	Excusée
Administration	M. Bruno VERMONT	DDTM76/ Chef du STH	Excusé
Administration	M. Miguel SANTIAGO	DDTM76/STH	Excusé
Administration	M. Philippe GARBE	DDETS	Excusé
Administration	Mme Delphine BRILLAND	DDETS	Excusée
Administration	M. Jérôme LEBOUARD	ARS Normandie	Excusé
Administration	Mme Aurélia VAN DUFFEL	ARS Normandie	Excusé
Administration	M. Sylvère PERROT	Commandant SDIS 76	Présent
Administration	M. Jacques ALLARDIN	SDIS 14	Excusé
Elus	M. Hubert DEJEAN de la BATIE	Vice-Président de la Région Normandie	Excusé
Elus	M. Florent SAINT MARTIN	Vice-Président du Département de la Seine-Maritime	Excusé
Elus	M. Denis MERVILLE	Conseiller départemental de la Seine-Maritime	Présent
Elus	Mme Marie-Laure DRONE	Adjointe au maire du Havre chargée de la sécurité	Présente
Elus	M. Alban BRUNEAU	Maire de Gonfreville-l'Orcher	Présent
Elus	M. Marc GUERIN	Mairie de Gonfreville-l'Orcher / Adjoint au maire	Excusé
Elus	Mme Christine MOREL	Maire de Harfleur	Excusée
Elus	Mme Avelyne CHIROL	Maire de Rogerville	Excusée
Elus	M. Jean-Michel ARGENTIN	Maire de Oudalle	Excusé
Elus	M. Jacques DELLERIE	Maire de Sandouville	Présent
Elus	Mme LEMOINE	Maire de Saint-Vigor-d'Ymonville	Excusée
Elus	M. François AUBER	Mairie de Saint-Jouin-Bruneval	Présent
Elus	M. Olivier HENRY	Mairie de Saint-Jouin-Bruneval / Adjoint au maire	Présent
Elus	M. Nicolas PUBREUIL	CC du Pays d'Honfleur-Beuzeville	Excusé
Elus	Mme Martine HOUSSAYE	CC du Pays d'Honfleur-Beuzeville	Excusée
Riverains	Mme Annie LEROY	Ecologie pour Le Havre	Présente

Riverains	M. Xavier LEMARCIS	Ecologie pour Le Havre	Excusé
Riverains	M. Michel BRUNO	Eco choix	Excusé
Riverains	M. Michel AUVRAY	Vice-président d'Estuaire Sud	Présent
Riverains	M. Jean-Pierre THOURET	Comité du quartier des neiges de défense et de protection de l'environnement	Présent
Riverains	M. Arnaud LABAT	SOS Estuaire	Présent
Riverains	M. Mickaël BARON	Oxygène Estuaire	Présent
Riverains	M. André VALIN	Association des côtes blanches	Présent
Riverains	M. François HAAS	CCI Seine-Estuaire	Présent
Riverains	M. Sébastien MORO	HAROPA Port / DT Le Havre	Présent
Exploitants	M. Eric VERBRUGGHE	Directeur ALKION terminal Le Havre	Excusé
Exploitants	Mme Véronique DEFERT	Responsable QHSE d'ALKION terminal Le Havre	Présente
Exploitants	M. Ludovic LE MAGUEROU	Directeur général CARE	Excusé
Exploitants	Mme Lucie GUITON	Directrice de site CARE	Présente
Exploitants	M. Philippe LESAGE	Directeur QHSE de CHEVRON ORONAITE SA	Excusé
Exploitants	M. Olivier CLAUDAUD	Directeur industriel et logistique CHEVRON	Excusé
Exploitants	M. Alan JEANNE	Directeur des terminaux pétroliers CIM	Excusé
Exploitants	Mme Adeline FELDMAN	Responsable du département HSE et ASIP CIM du Havre et d'Antifer	Présente
Exploitants	M. David PETITJEAN	Directeur de site SIBANYE-STILLWATER	Excusé
Exploitants	M. Nicolas WOLTER	Chef du département QHSE SIBANYE-STILLWATER	
Exploitants	M. Nicolas ADAM	Directeur de LUBRIZOL Oudalle	Excusé
Exploitants	M. Gilles MALICORNE	Manager conformité réglementaire LUBRIZOL Oudalle	Présent
Exploitants	M. Stéphan ROUGY	Directeur de NORGAL	Excusé
Exploitants	M. Guillaume LEBERTOIS	NORGAL / responsable HSE	Présent
Exploitants	M. Guillaume LEGAY	SYNTHOMER / Directeur	Excusé
Exploitants	M. Emmanuel HORLAVILLE	SEPP / Directeur QSE	Présent
Exploitants	M. Philippe DURAND	Directeur de SHMPP	Présent
Exploitants	M. Damien LEBAIR	Chef de centre SIGNALNOR	Présent
Exploitants	M. Karim BENAOUA	Directeur général de TotalEnergies fluids	Excusé
Exploitants	M. Erwan KEROMEST	Directeur Total plateforme de Normandie	Excusé
Exploitants	M. Vincent DEMARGNE	Directeur adjoint, direction des opérations de raffinage, TOTAL plateforme de Normandie	Excusé
Exploitants	M. LEPLAT	TOTAL plateforme de Normandie	Présent
Exploitants	M. Johan LABBY	Directeur de YARA	Excusé
Exploitants	M. Marcel VARDOT	YARA	Présent
Exploitants	M. Antoine GIRARDET	SUEZ RV VAL Estuaire / Directeur	Excusé
Exploitants	Mme Céline BENARD	SUEZ RV VAL Estuaire / Responsable de site	Excusé
Exploitants	Mme Marie VEREECKE	Directrice générale d'OSILUB	Excusée
Exploitants	M. Arnaud DOSNON	OSILUB / Responsable de site	Excusé
Exploitants	M. François THUILLIER	Directeur général de SEDIBEX	Excusé
Exploitants	M. Benoît VALOGNES	Chef de service HSE SEDIBEX	Excusé
Exploitants	M. Laurent GALLIEN	SEREP / Directeur général	Présent
Exploitants	M. Alexandre MARTINET	SEREP / Directeur QHSE	Excusé

Exploitants	M. Samuel LEBAIN	ETRAES Environnement	Excusé
Salariés	M. Jean-Luc NAAS	Membre élu du CSSCT de ALKION TERMINAL	Présent
Salariés	M. Eric LE TOUZÉ	Membre élu du CSSCT de CHEVRON-ORONITE	Présent
Salariés	Mme Christèle DENEUX	Membre élu du CSSCT de CHEVRON-ORONITE	Excusée
Salariés	M. Thierry ROLLAND	Secrétaire du CSE LUBRIZOL Le Havre	Excusé
Salariés	Mme Floriane LECOINTRE	Secrétaire du CSE LUBRIZOL Le Havre	Excusée
Salariés	M. Sylvain CHAPELLE	SYNTHOMER	Présent
Salariés	M. Julien L'HERMITTE	Délégué du personnel de SHMPP	Excusé
Salariés	M. Olivier VAN RUYMBEKE	Membre élu du CHSCT de TOTAL Fluides	Présent
Salariés	M. Gilles RECHER	Membre élu du CHSCT de TOTAL Fluides	Excusé
Salariés	M. Charles LEONARD	Délégué du personnel YARA	Présent
Salariés	M. Franck VEILLON	Secrétaire du CHSCT de SEDIBEX	Excusé
Salariés	M. Stéphane LAINÉ	Membre du conseil d'administration de l'UL CFTC du Havre	Excusé
Salariés	M. Thierry DELPECHES	Représentant de l'UL FO du Havre (TOTAL PN)	Présent
Salariés	M. Franck QUEVAL	Représentant de l'UL CGT-FO Le Havre	Excusé
Salariés	M. Frédéric BICHOT	Membre élu du CHSCT de UL CGT HARFLEUR	Excusé
Pers. qualifiées	M. Jean-Paul LECOQ	Député de la Seine-Maritime	Excusé
Pers. qualifiées	M. Pascal MALLET	ORMES	Présent
Pers. qualifiées	Mme Virginie PAPE	ORMES	Excusée
Pers. qualifiées	M. Jérôme CORTINOVIS	ATMO NORMANDIE	Excusé
Pers. qualifiées	M. Michel REVEILLERE	AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE	Présent
Pers. qualifiées	M. Jean-Michel VILLEVAL	SYNERZIP-LH - Délégué général	Présent
Invités	M. Antoine PERDRIEL	HAROPA Port / DT Le Havre	Présent
Invités	M. Marc DE GUILHEM de LATAILLADE	TotalEnergies	Présent
Invités	M. Frédéric BLANC	TotalEnergies	Présent
Invités	M. Jean Matthieu PITHILOUD	TotalEnergies	Présent
Invités	M. Laurent REVELLAT	GRTGaz	Présent

